



CONSEIL COMMUNAL DU 24 JANVIER 2023

Procès-verbal

Le Conseil communal s'est réuni ce mardi 24 janvier 2023 à 20h00.

Étaient présents : **Henri CHRISTOPHE, Bourgmestre – Président**
Sandrine MALCHAIR, Carole NACHTERGAELE, Anny DEVILLERS, Échevins
Marie-Rose THIRIONET, Brigitte ROBERT, Marc PATERKA, Raphaël LEBLANC, Xavier JARBINET, Valérie DUPAS, Muriel CLAVIR, Jean-François MISSAIRE, Conseillers
François PAERMENTIER, Directeur général f.f. – Secrétaire

Excusés : **Philippe DE RIVE, Conseiller**
Danielle JACOB, Directrice générale

* * *

Monsieur le Bourgmestre ouvre la séance à 20.03H et remercie les Conseillers d'excuser l'absence de Monsieur De Rive, Conseiller, et de Madame Jacob, Directrice générale.

Séance publique

1. Adoption de l'ordre du jour de la séance

Monsieur le Bourgmestre signale aux Conseillers l'inscription d'un point supplémentaire à l'ordre du jour de cette séance.

Conformément à l'article L1122-24 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, Monsieur le Bourgmestre propose aux Conseillers de voter l'urgence pour les points suivants :

10. Appel à projet POLLEC 2022 – Ratification – Envoyé le 18 janvier 2023 à 12h27

L'ensemble des pièces relatives à ces points sont parvenues aux Conseillers par courriel de la Direction générale (cf. dates précitées).

Afin de pouvoir délibérer valablement ces points, le Conseil doit voter l'urgence à la majorité des deux tiers des membres présents, soit 8 membres.

Monsieur le Bourgmestre propose aux Conseillers de voter l'urgence.

Les Conseillers votent l'urgence à l'unanimité.

Vu le résultat du vote, Monsieur le Bourgmestre propose d'adopter le nouvel ordre du jour comme suit :

Séance publique

1. Adoption de l'ordre du jour de la séance
2. Communications
3. Assemblées générales ordinaire et extraordinaire de la SPI
4. Rapport de rémunération 2022
5. Budget 2023 – Décision
6. Redevance sur les concessions de cavurnes au cimetière – Décision
7. Appel à projet POLLEC 2022 – Ratification
8. Adoption du procès-verbal de la séance du 27 décembre 2022

Huis clos

1. Personnel
2. Personnel enseignant

À l'unanimité, le Conseil adopte l'ordre du jour.

2. Communications

2.1 Additionnels communaux à l'IPP et au Précompte immobilier

Monsieur le Bourgmestre informe les Conseillers que les additionnels à l'IPP et au Précompte immobilier, arrêtés le 27 décembre 2022, n'ont appelé aucune mesure de la part de l'autorité de tutelle, ce qui rend les décisions pleinement exécutoires.

2.2 Délégation du contreseing du Directeur général f.f.

Conformément à l'article L1132-5 du CDLD, Monsieur le Bourgmestre informe les Conseillers que, durant son absence, le Directeur général f.f. a délégué sa signature pour certains actes à un agent communal. Cette délégation prend cours le 30 janvier et s'arrête le 3 février 2023.

3. Assemblées générales ordinaire et extraordinaire de la SPI

Monsieur le Bourgmestre annonce la tenue des assemblées générales ordinaire et extraordinaire de la SPI le mardi 31 janvier 2023, respectivement à 19h et 20h au Val Benoît, bâtiment du génie civil.

Les ordres du jour sont arrêtés comme suit :

Assemblée générale ordinaire

1. Plan Stratégique 2020-2022 – Clôture
2. Plan Stratégique 2023-2025
3. Démissions et nominations d'Administrateurs (le cas échéant)

4. Règlement d'ordre intérieur de l'Assemblée générale
5. Création d'une filiale publique SPI – Un nouvel outil pour mieux répondre aux enjeux de la transition énergétique

Assemblée générale extraordinaire

1. Rapport spécial du Conseil d'Administration sur la modification de l'objet, des buts, de la finalité et des valeurs (art. 6.86 du Code des Sociétés et des associations)
2. Modifications statutaires

Monsieur le Bourgmestre propose d'approuver les points à l'ordre du jour de ces assemblées générales.

À l'unanimité, le Conseil approuve les points à l'ordre du jour et charge ses représentants de voter en ce sens.

4. Rapport de rémunération 2022

Monsieur le Bourgmestre explique que, depuis 2020, la Région wallonne demande qu'un rapport lui soit fourni sur les rémunérations perçues par les mandataires communaux. Ce rapport comprend le relevé des présences des mandataires aux séances du Collège et du Conseil, ainsi que les rémunérations brutes versées.

Il s'agit d'approuver ce rapport pour l'exercice 2022.

À l'unanimité, le Conseil approuve le rapport sur les rémunérations pour l'année 2022.

5. Budget 2023 – Décision

Monsieur le Bourgmestre cède la parole à Madame Devillers pour qu'elle présente ce point.

5.1 Budget ordinaire

Madame Devillers expose les chiffres suivants :

- Recettes : 6.002.217 €
- Dépenses : 5.183.093 €
- *Boni* : 819.123 €

Les chiffres que nous vous donnons sont des prévisions pour 2023.

Bien sûr, ils reflètent nos choix politiques mais ne représentent en rien notre « fortune ».

Les recettes, par exemple, sont des prévisions de recettes, jamais des billets de 100 euros dans notre tiroir, ni des sommes sur notre compte en banque.

Dans ces recettes, on inclut le *boni* budgétaire de 2022 : 1.123.087 €. Nous avons bénéficié cette année de 2 cadeaux : une augmentation de la dotation du Fonds des communes de 150.000€ (elle est ainsi portée à 1.007.000 €) et des additionnels à l'IPP calculés sur 14 mois soit une augmentation de 400.000 € pour atteindre 1.719.971€.

Soulignons aussi que l'année 2023 à elle seule ne dégage qu'un boni de 136.575 €.

Comme pour toutes les communes, 2023 est une année difficile ; il y a une augmentation des salaires de 15% (1.900.000€) et les dépenses d'énergie ont été multipliées par 2,5 par rapport au budget 2022.

Pas mal de dettes de fournitures diverses ont aussi augmenté. La cotisation de responsabilisation pour la pension des statutaires a plus que doublé de 2022 à 2023. Lors du dernier conseil communal, nous avons déjà évoqué l'augmentation des dotations au CPAS (460.000€) et à la zone de police (365.000€).

Malgré ces difficultés, la Commune de Fexhe a gardé son personnel et veut rendre à ses concitoyens des services de grande qualité.

Avant d'entamer les discussions sur le budget extraordinaire, Monsieur Leblanc indique qu'après avoir pris ses renseignements et contrairement à ce qui avait été discuté à la dernière séance, la Commune recevra bien 12 mois d'additionnels à l'IPP l'année prochaine.

5.2 Budget extraordinaire

À l'extraordinaire, les recettes sont de 2.268.725 €, les dépenses de 2.056.197 € et le boni de 212.527€.

Les recettes comprennent les subsides, un prélèvement de 797.873€ et des emprunts de 472.324€.

Le gros chantier de 2023 sera l'aménagement du terrain de la sucrerie.

Viennent ensuite les travaux de réfection et d'aménagement de voirie.

Nous prévoyons aussi le remplacement de la chaudière de l'administration, l'achat d'une camionnette, l'aménagement des cimetières et quelques travaux aux écoles.

Monsieur Leblanc attire l'attention sur le fait que, si la Commune n'avait pas reçu 14 mois de « cadeaux », le budget ne serait pas à l'équilibre. Il tient toutefois à saluer les efforts réalisés quant aux emprunts. Monsieur Leblanc s'interroge néanmoins sur l'article '*frais de poursuites*' et demande s'il concerne les recouvrements des taxes.

Monsieur le Bourgmestre répond que la Commune a deux litiges importants en cours. Ceux-ci prennent du temps et sont coûteux mais il faut parfois montrer les dents quand cela s'avère nécessaire.

Madame Devillers précise qu'elle se renseignera en ce qui concerne le recouvrement des taxes car il existe un crédit spécial pour le paiement des honoraires d'avocats.

Monsieur Leblanc s'interroge également sur l'augmentation du budget des fêtes de 15.000 euros. Y a-t-il quelque chose de particulier prévu cette année ? Madame Devillers répond que non.

Monsieur Leblanc déplore à nouveau l'absence de rapport de la Commission 'art. 12'. Monsieur le Directeur général f.f. pensait avoir également envoyé l'avis signé et s'en excuse. En tout état de cause, ceux-ci sont favorables, sans remarque particulière.

Monsieur Leblanc rappelle que l'avis de la Commission doit être avis circonstancié sur le budget proposé.

Madame Devillers informe que la dotation communale pour la Fabrique d'Église de Fexhe-le-Haut-Clocher a dû être inscrite pour un montant de 22.141,92 euros, dans la mesure où il s'agit du montant arrêté par le Gouverneur en recours. Un accord a été trouvé avec la Fabrique pour l'introduction d'une modification budgétaire le plus tôt possible en 2023. À ce sujet, Monsieur Missaire espère que la Fabrique proposera une modification budgétaire en même temps que ses Comptes 2022. Il rappelle par ailleurs que le travail réalisé a permis de sortir la Fabrique d'une situation peu confortable.

Monsieur le Bourgmestre souhaite revenir quelques instants sur le budget de la police. En date du 27 décembre 2022, le Conseil décidait de ne pas approuver la dotation communale à la Zone de Police Hesbaye. Il s'agit là d'une mesure purement symbolique ayant pour but de susciter une réaction des autorités de tutelle, notamment du Gouverneur de Province et de la ministre de l'Intérieur, sur les difficultés budgétaires auxquelles doivent faire face les communes. Toutefois, aucune des autorités ne s'est manifestée. Une attitude similaire avait été initiée en 2022 par le Conseil de police en refusant de voter les douzièmes provisoires et le résultat avait été le même.

Ainsi, en approuvant le budget communal ce jour, la dotation à la Zone de Police sera implicitement votée.

Monsieur le Bourgmestre maintient que ce n'est pas normal que les communes doivent payer pour le Fédéral et indique que cela devrait être l'inverse.

Monsieur Leblanc indique qu'après discussions avec des Conseillers d'autres communes, les augmentations des autres Zones de Police ne sont pas si importantes. Monsieur le Bourgmestre explique que les augmentations sont notamment dues à la modernisation du matériel.

Monsieur Leblanc ajoute qu'à part l'intervention du député Rigot (échevin à Waremme) à la Chambre, il n'y a eu aucune autre intervention politique.

Madame Dupas attire également l'attention sur le vieillissement des effectifs et qu'il est dommageable que le renouvellement n'ait pas (encore) lieu. Monsieur le Bourgmestre répond qu'il s'agit d'un problème de recrutement inhérent à la gestion interne.

Monsieur le Bourgmestre met fin à la discussion et propose d'approuver le budget pour l'exercice 2023.

À 9 voix 'pour' et 3 abstentions, le Conseil approuve le budget communal pour l'exercice 2023.

6. Redevance sur les concessions de cavurnes au cimetière

Monsieur le Bourgmestre cède la parole à Madame Nachtergaele pour qu'elle présente ce point.

Madame Nachtergaele indique que, pour anticiper l'arrivée des cavurnes dans les cimetières fexhois, il convient d'adapter le règlement communal sur les concessions dans les cimetières en y ajoutant une section sur les cavurnes.

Cette redevance sera valable jusqu'au 31 décembre 2025.

Très concrètement, le montant des redevances seront les mêmes que pour l'octroi de loges colombarium, soit :

- 400 euros pour les personnes domiciliées dans la commune ou ayant quitté la commune pour une maison de repos,
- 800 euros pour les personnes n'étant pas domiciliées dans la commune ;

Monsieur Leblanc demande pourquoi il n'est plus possible de réserver une concession à l'avance au cimetière. Madame Nachtergaele répond qu'il s'agit des nouvelles prescriptions de la Région wallonne.

Monsieur Missaire répond que c'est un peu compliqué d'attendre le décès pour demander une concession. Il demande également des précisions pour les montants actuels concernant les concessions « caveaux » et « pleine terre ». Madame Nachtergaele répond qu'elle ne connaît pas les chiffres par cœur mais qu'elle se renseignera.

Madame Clavir demande s'il est possible de disperser les cendres. Madame Nachtergaele répond qu'il y a des pelouses de dispersion.

Monsieur le Bourgmestre propose d'adopter la redevance sur les concessions de cavurnes dans les cimetières.

À l'unanimité, le Conseil arrête le règlement-redevance sur les concessions de cavurnes pour les années 2023 à 2025.

Avant de passer au point suivant, Monsieur Leblanc tient à féliciter les ouvriers communaux pour leur réactivité en ce qui concerne le déblaiement lors du week-end dernier. Face à une situation exceptionnelle, la réponse a été impeccable. Cela fait preuve d'un grand professionnalisme !

Monsieur Missaire souligne que la différence de dégagement entre les voiries communales et les voiries régionales était flagrante.

7. Appel à projet POLLEC 2022 – Ratification

L'urgence ayant été reconnue en début de séance, ce point peut être valablement délibéré.

Monsieur le Bourgmestre cède la parole à Madame Malchair pour qu'elle présente ce point.

Madame Malchair explique que l'appel à projets *Politique Locale Énergie-Climat* (en abrégé, POLLEC) 2022 vise à inciter les communes à engager un coordinateur en vue de mettre en œuvre et de suivre son plan d'actions pour l'énergie et le climat (PAEDC), dans le cadre de l'engagement de la Commune dans la Convention des Maires. L'objectif est de réduire les émissions de 55%.

Pour autant que le projet de la Commune soit retenu par la Région, l'engagement de ce coordinateur sera financé à 100% par la Région pour une durée de 3 ans.

Les projets portés sont au nombre de trois :

- Création d'une plateforme énergétique à destination des citoyens
- Lutte contre les inondations et coulées de boue
- Mise en place d'une éco-team en interne

Monsieur le Bourgmestre félicite Madame Malchair pour ce travail.

Monsieur le Bourgmestre propose au Conseil de ratifier la délibération du Collège du 17 janvier 2023.

À l'unanimité, le Conseil ratifie la délibération du Collège du 17 janvier 2023.

8. Adoption du procès-verbal de la séance du 27 décembre 2022

Monsieur le Bourgmestre propose d'approuver le procès-verbal de la séance du 27 décembre 2022.

À l'unanimité, le Conseil approuve le procès-verbal de la séance du 27 décembre 2022.

Monsieur le Bourgmestre lève la séance publique à 21.00H.

Huis clos

Monsieur le Bourgmestre lève la séance à 21.02H.

* * *

Par le Conseil,

Le Secrétaire f.f.,

Le Président,

François PAERMENTIER

Henri CHRISTOPHE